



Le 24 septembre toutes et tous en grève et en manifestation

Non au projet Macron-Delevoye de retraite par points ! Pour le maintien de services déconcentrés du ministère du travail !

Retraites à point : le hold-up !

Delevoye et les autres membres du gouvernement tentent de faire croire que leur réforme vise à une plus grande « équité », que les retraites et les pensions ne baisseront pas. Ce sont des menteurs. En effet, leur projet prévoit que les dépenses consacrées aux retraites ne pourront pas excéder leur montant actuel - 14% du PIB - alors que le nombre de retraités va augmenter. Autrement dit le même gâteau devra être partagé entre un plus grand nombre de personnes, et mécaniquement les retraites et les pensions vont chuter. Il s'agit ni plus ni moins que d'un vol de nos cotisations, de notre salaire socialisé. Ce seuil des 14% est une décision totalement arbitraire, qui vise à garantir au patronat que ses cotisations n'augmenteront pas. Pourquoi des millions d'anciens travailleur-euses seraient condamnées à partager une portion congrue des richesses, alors que plus de 100 milliards ont été donnés sans contrepartie aux entreprises dans le cadre du CICE ?

Le détail des mesures projetées par le gouvernement confirme le hold-up : la retraite à point signifierait le calcul de la pension sur l'ensemble de la carrière plutôt que sur les six derniers mois. Et ce n'est pas la prise en compte des primes, par ailleurs limitée, qui compensera le manque à gagner. Les femmes contraintes au temps partiel, les salarié-e-s ayant des soucis de santé, les précaires, seraient les plus pénalisés-e-s. Les régimes dits « spéciaux » dont bénéficient les salariés aux métiers les plus pénibles, souvent en contrepartie de cotisations supérieures, seraient purement et simplement supprimés.

Les salarié-e-s du public comme du privé seraient donc placés-e-s devant des pseudo-choix : travailler encore plus longtemps alors que les conditions de travail se dégradent sans cesse, souscrire à une complémentaire privée alors que les salaires sont bloqués, ou partir avec une retraite de misère alors que le coût de la vie augmente...

Cerise sur le gâteau : la valeur du point pourrait être modifiée en cours de route, et le gouvernement disposerait ainsi d'un mécanisme pour opérer de nouvelles baisses quand il le souhaite.

OTE : le bulldozer

D'une main le gouvernement tente de nous faire les poches, de l'autre il poursuit la destruction des services publics pour mieux financer les baisses d'impôts et de cotisations qu'il accorde avec largesse au patronat.

Au sein de notre ministère, la pénurie s'aggrave encore : la baisse de 2,6% des effectifs par an jusqu'en 2022 est confirmée, tandis que les postes ouverts au concours ne sont mêmes plus pourvus en totalité. C'est dans ce contexte déjà délétère qu'aurait lieu une nouvelle restructuration, dans le cadre de la nouvelle organisation territoriale de l'Etat (OTE) – qui se traduirait par la suppression des unités départementales du ministère du travail, leur intégration dans une direction départementale interministérielle (DDI), la

préfectoralisation de nombreuses missions (services supports, MOE...). Le tout accompagné de nouvelles suppressions d'emplois et de mobilités plus ou moins contraintes qui seraient facilitées par les dispositions de la loi fonction publique adoptée cet été.

La mobilisation a déjà commencé, amplifions là !

Macron attaque tout azimut, mais sa politique n'est soutenue que par une minorité de la population. Le mouvement des gilets jaunes a montré que le gouvernement est contraint de reculer lorsque la mobilisation est massive et déterminée. Et déjà des mobilisations ont lieu contre ces projets.

Le 13 septembre, la grève des travailleurs/euses de la RATP en défense de leur régime de retraite a été massive : pour la première fois depuis plus de dix ans, la majorité des lignes du métro parisien étaient fermées. Aux finances publiques, les agent-e-s étaient en grève le 16 contre les fermetures de centre prévues dans le cadre de la nouvelle organisation territoriale et ont bloqué de nombreux centres.

Salarié-e-s des transports, urgentistes, agent-e-s du ministère des finances, du ministère du travail, travailleurs/euses du privé, toutes et tous ensemble nous pouvons les arrêter !

Le 24 septembre, aura lieu une première journée de grève interprofessionnelle contre les projets du gouvernement. Nos organisations appellent toutes et tous les agent-e-s à faire grève et à participer aux manifestations pour exiger :

- Le retrait du projet de réforme des retraites, le maintien de tous les régimes existants et leur amélioration pour un départ à taux plein, avec 100% du meilleur salaire, à 60 ans et 55 ans pour les métiers pénibles, sans pénalisation des interruptions de carrière et des temps partiels contraints ;
- La suppression des exonérations de cotisations sociales et notamment du CICE pour financer les retraites et les pensions – de l'argent il y en a !
- Pour un service public du travail et de l'emploi, le maintien de nos services déconcentrés avec toutes leurs missions et leurs agent-e-s ;
- L'arrêt des suppressions d'effectifs, un plan massif de recrutement pour pourvoir immédiatement les postes vacants ;
- Le dégel du point d'indice et la revalorisation des pensions.